

Analyse critique de documents sur les conflits mémoriels liés à la guerre d'Algérie.

Introduction

Rappel des notions-clés : Tandis que l'histoire vise à l'objectivité, afin d'établir les faits et de les expliquer, la mémoire est subjective, donc plurielle, et se prête à l'instrumentalisation. *Contextualisation* : Des accords d'Évian à nos jours, la guerre d'Algérie est un exemple de « conflit mémoriel ». Le premier document montre le point de vue de l'État algérien, avec le « monument des martyrs » érigé vingt ans après l'indépendance : il s'agit de la mémoire officielle ; le second document est une réflexion de l'historien français Benjamin Stora où, à l'occasion du cinquantenaire des accords d'Évian, il explique les raisons de ce qu'il appelle une « guerre mémorielle ».

Problématique : Comment comprendre la permanence de ce conflit mémoriel ? Les documents nous montrent pourquoi, tant du côté algérien que du côté français, les tensions perdurent. Et les raisons sont éminemment politiques.

❶ Le poids de la mémoire...

- a) Le monument des martyrs célèbre l'unité du peuple algérien en lutte derrière le FLN qui est au pouvoir depuis l'indépendance. C'est donc un symbole fort de la légitimité du FLN. Il exalte à la fois le courage des Algériens et le rôle historique du parti au pouvoir. L'Algérie voit dans la guerre sa libération, mais aussi une guerre sainte (*Djihad*), terme que l'on retrouve dans le nom de *moujahidines* donné aux maquisards du FLN. Cela permet de réconcilier le FLN avec l'identité islamique de l'Algérie (également évoquée dans le document 2, ligne 34), alors que les tensions n'ont ensuite cessé de s'aggraver entre l'État algérien et les islamistes, pour aboutir à une guerre civile. En bref, le monument représente la symbiose du peuple et du parti contre l'impérialisme colonial français. Cette représentation comporte une part de vérité. En un sens, la nation algérienne est née de la lutte pour l'indépendance.
- b) L'historien Benjamin Stora décrit le versant français des tensions mémorielles. Il identifie plusieurs problèmes, comme celui d'une guerre sans défaite sur le champ de bataille, mais perdue sur le plan politique (l. 15-17). Le sentiment qu'ont eu des officiers d'être « trahis » – les guillemets montrent que B. Stora ne reprend pas l'accusation de trahison à son compte – par de Gaulle (l.18) peut faire penser à la légende du coup de poignard dans le dos en Allemagne au lendemain de l'Armistice de 1918. Ce fut l'origine de la dérive meurtrière de l'OAS (l. 43). Benjamin Stora évoque aussi la contradiction entre les valeurs républicaines et la réalité du joug colonial (§ 3, lignes 30-39). C'est cette distorsion qui explique le cheminement d'un Ferhat Abbas, de l'admiration pour le modèle français (les « principes de la République », lignes 37-38), qui lui fut enseigné au lycée, vers la lutte pour l'indépendance. Benjamin Stora rappelle la ségrégation qui existait de fait (l. 36-37) entre les pieds noirs et la population autochtone. L'historien n'ignore pas qu'il peut être influencé par la mémoire. La vocation d'historien de Benjamin Stora, auteur d'une quarantaine de livres sur la guerre d'Algérie, est liée à ses origines pied-noir. La fin de la guerre d'Algérie a été pour lui et les siens la perte de leur pays natal.

❷ ... et la difficulté d'assumer l'histoire.

- a) Des deux côtés, la guerre d'Algérie a été une guerre civile. Le FLN n'avait pas seulement combattu la France, il avait aussi impitoyablement éliminé ses concurrents algériens. C'est ce que le monument des martyrs occulte complètement. L'Algérie indépendante, à cause de l'économie de rente fondée sur le pétrole et le gaz (l. 28), mais aussi à cause de la corruption du FLN, a été incapable de réussir sur le plan économique. Il en est résulté un mécontentement croissant qui a mené à la sanglante guerre civile des années 1990, et plus récemment au mouvement populaire – le *Hirak* – qui conteste l'État-FLN. Celui-ci revendique la légitimité démocratique, mais il est en réalité une dictature militaire. La mort récente du

président Abdelaziz Bouteflika vient de le rappeler. La presse internationale a souligné en cette occasion la domination de l'armée sur la vie politique algérienne, la corruption et l'incompétence du régime. En d'autres termes, c'est parce qu'il ne peut pas assumer ses échecs historiques que l'État-FLN se raccroche en permanence au mythe de l'unité entre le parti et le peuple. C'est la « rente mémorielle » récemment dénoncée par Emmanuel Macron.

- b) De même, la guerre d'Algérie a aussi été une guerre civile franco-française. Des Français en ont tué d'autres, ainsi les parachutistes qui torturèrent et assassinèrent le jeune mathématicien Maurice Audin, militant communiste et sympathisant du FLN. C'est une des raisons du passage de la IV^e à la V^e République. Si la conjoncture des Trente Glorieuses a facilité l'intégration des pieds noirs « réfugiés » en métropole (l. 42), celle des harkis (l. 43) a été bien plus difficile, notamment parce qu'ils rappelaient un épisode tragique, et honteux pour la France qui les avait abandonnés. L'extrémisme de l'OAS (l. 43) signifiait aussi que l'armée – du moins une partie d'entre elle – avait cessé d'obéir au pouvoir civil. Déjà l'initiative du 13 mai 1958 était à la limite du coup d'État. L'échec du putsch d'avril 1961 a montré que la majorité des unités restaient dans la légalité, mais les « nuits bleues » de l'OAS, l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle indiquaient la malignité de l'organisation terroriste. C'est à la suite de cet attentat manqué que de Gaulle fit adopter par referendum le principe de l'élection du président de la République au suffrage universel. C'est dire si la guerre d'Algérie a marqué l'organisation politique de la France.

③ Des politiques mémorielles opposées

- a) La politique mémorielle algérienne ne change pas. Si elle est de plus en plus en décalage avec l'historiographie, elle remplit toujours sa fonction de politique intérieure qui est de rassembler, ne serait-ce que par intermittence, la nation algérienne derrière l'État. Récemment, l'opinion publique algérienne, y compris des partis d'opposition ou des citoyens proches du *Hirak* ont condamné les propos d'Emmanuel Macron critiquant l'instrumentalisation de la mémoire par le pouvoir algérien aux dépens de la France. Or, c'est bien à cette politique que correspond le monument des martyrs. Si l'on renverse la perspective, cela signifie aussi que les historiens algériens n'ont pas voix au chapitre.
- b) Depuis 1982, la France a progressé dans la reconnaissance de ce qui s'était passé en Algérie. C'est en 1999 qu'une loi officialise la reconnaissance de la « guerre d'Algérie ». Après la reconnaissance du meurtre de Maurice Audin par des militaires (perpétré en 1957, reconnu en 2018), le dernier épisode est le pardon solennellement adressé aux harkis et à leurs descendants par le président de la République. Emmanuel Macron s'est inspiré de certaines recommandations du rapport qu'il avait demandé à Benjamin Stora. La connaissance historique est donc jugée utile pour éclairer la prise de décisions politiques. En effet, les vives réactions qui avaient suivi les déclarations qualifiant depuis Alger la colonisation de « crime contre l'humanité » en 2017, puis le revirement récent du discours présidentiel, prouvent que la mémoire de la guerre d'Algérie reste un sujet très délicat dans la vie politique française. Pourtant, les historiens ont pu travailler librement et l'enseignement vulgarise les résultats de leur recherche, permettant ainsi une distanciation critique vis-à-vis des conflits mémoriels.

Conclusion :

- *Réponse à la problématique* : Les conflits mémoriels issus de la guerre d'Algérie tiennent donc à sa complexité ; guerre franco-algérienne et conflit de la décolonisation, la guerre d'Algérie fut aussi deux guerres civiles, franco-française et algéro-algérienne. La France a mis longtemps à en convenir, l'Algérie, confrontée dans l'intervalle à une nouvelle guerre civile, n'y est pas encore parvenue.
- *Mise en perspective* : Le récent incident diplomatique franco-algérien confirme la situation de « guerre mémorielle » avancée par Benjamin Stora. Peut-être la démocratisation de la société algérienne apporterait-elle une solution. Les conditions n'en semblent pas actuellement réunies.